



CHAPITRE 71

LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du département du trésor*. S. R. 1925, c. 20, a. 1.

SECTION I

DU TRÉSORIER ET DE SES FONCTIONS

Adminis-
tration.

2. Le trésorier de la province a l'administration et la direction du département du trésor. S. R. 1925, c. 20, a. 2.

Attribu-
tions du
trésorier.

3. Ses attributions sont les suivantes:

1° Il avise la couronne sur les matières financières et spécialement sur les recettes et dépenses du gouvernement;

2° Il est chargé de l'élaboration du budget et de la proposition des voies et moyens. S. R. 1925, c. 20, a. 3.

Fonc-
tions,
devoirs et
pouvoirs.

4. Ses fonctions, devoirs et pouvoirs sont les suivants:

1° Il a la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières, aux revenus et dépenses et aux comptes publics de la province, et qui n'est pas ou en autant qu'il n'est pas, par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, assigné à un autre département du gouvernement;

2° Il a les fonctions, devoirs et pouvoirs qui, au temps de l'Union, étaient respectivement imposés ou accordés par la loi au ministre des finances et au receveur général de l'ancienne province du Canada,

CHAPTER 71

AN ACT RESPECTING THE TREASURY DEPARTMENT

1. This act may be cited as the *Treasurer Department Act*. R. S. 1925, c. 20, s. 1.

DIVISION I

THE TREASURER AND HIS FUNCTIONS

2. The Provincial Treasurer shall have the management and direction of the Treasury Department. R. S. 1925, c. 20, s. 2.

3. The following matters shall be within his jurisdiction:

1. He shall advise the Crown in financial matters, and especially as to the receipts and expenditure of the Government;

2. He shall have charge of the preparation of the budget and the proposing of ways and means. R. S. 1925, c. 20, s. 3.

4. His functions, duties and powers shall be the following:

1. The superintendence, control and management of everything connected with the financial affairs, the revenue and expenditure, and the public accounts of the Province, and which is not, or insofar as it is not, by law or by order of the Lieutenant-Governor in Council, assigned to another department of the Government;

2. The duties and powers which, at the time of the Union, were by law vested in or imposed upon the Minister of Finance and Receiver-General of the late Province of Canada, respectively, insofar as they

en tant qu'ils sont compatibles avec la division des pouvoirs établie par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, entre le gouvernement du Canada et celui de la Province, et qui n'ont pas été modifiés ou affectés depuis;

3° Il a le contrôle et la direction du bureau général de dépôts de la province;

4° Il est chargé de surveiller l'exécution des lois concernant les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables; et il a le contrôle et la direction de l'inspection de ces compagnies et sociétés;

5° Il a, de plus, les autres fonctions, devoirs et pouvoirs qui ne sont pas incompatibles avec quelque loi de la province et qui peuvent, de temps à autre, lui être assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 20, a. 4.

Estima-
tions bud-
gétaires.

5. Les estimations budgétaires soumises à la Législature doivent être pour les services dont la liquidation doit s'effectuer dans le cours de l'année financière ou durant telle autre période de temps que ces estimations entendent expressément couvrir. S. R. 1925, c. 20, a. 5.

Contenu
des esti-
mations.

6. Les estimations budgétaires doivent contenir, dans une colonne, les crédits statutaires qu'il n'est pas nécessaire pour la Législature de voter année par année, et, dans une autre colonne, les montants respectifs requis pour tout service en addition aux crédits statutaires, ou autrement suivant le cas, et pour lesquels un vote de la Législature est requis afin d'en autoriser la dépense. S. R. 1925, c. 20, a. 6.

SECTION II

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Sous-
trésorier.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un assistant-trésorier. S. R. 1925, c. 20, a. 7.

Per-
sonnel.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les officiers et commis nécessaires à l'administration des affaires du département.

Devoirs.

La nature de leurs devoirs respectifs, dans les matières qui ne sont pas expressément réglées par la loi, est celle qui leur est

are compatible with the division of powers established by the British North America Act, 1867, between the Government of Canada and that of this Province, and have not been since modified or affected;

3. The control and direction of the general deposit office of the Province;

4. The superintending of the carrying out of the laws respecting insurance companies and mutual benefit and charitable societies; and the control and direction of the inspection of such companies and societies;

5. Such other duties and powers, not contrary to any law of the Province, as may be, from time to time, assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 20, s. 4.

5. The estimates submitted to the Legislature shall be for the services to be paid for during the fiscal year or during such other term as such estimates expressly purport to cover. R. S. 1925, c. 20, s. 5.

6. The estimates shall contain, in one column, the statutory appropriations which do not require to be voted by the Legislature, year by year, and, in another column, the respective amounts required for any service in addition to such statutory appropriations or otherwise, as the case may be, and for the expenditure of which a vote of the Legislature is required. R. S. 1925, c. 20, s. 6.

DIVISION II

STAFF OF THE DEPARTMENT

7. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, by commission, an Assistant Treasurer. R. S. 1925, c. 20, s. 7.

8. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the officers and clerks necessary for the administration of the affairs of the department.

Their respective duties, in all matters not expressly regulated by law, shall be such as may, from time to time, be

assignée, de temps à autre, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou, subsidiairement, par le trésorier. S. R. 1925, c. 20, a. 8.

assigned to them by order of the Lieutenant-Governor in Council, or subsidiarily by the Treasurer. R. S. 1925, c. 20, s. 8.

SECTION III

DU BUREAU DE LA TRÉSORERIE

Bureau de la trésorerie. **9.** Il y a un bureau de la trésorerie pour s'enquérir des affaires qui lui sont soumises par le trésorier de la province et en faire rapport, et pour les fins mentionnées dans toutes lois concernant toutes matières relevant du département du trésor. S. R. 1925, c. 20, a. 9.

Composition. **10.** Le bureau de la trésorerie se compose du premier ministre, du trésorier de la province, du ministre des terres et forêts et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

Président; secrétaire. Le premier ministre en est le président et l'assistant-trésorier en est d'office le secrétaire.

Remplacement. Tout membre du Conseil exécutif nommé pour remplir temporairement les fonctions d'un ministre faisant partie du bureau de la trésorerie le remplace aussi, durant la même période, comme membre de ce bureau.

Quorum. Le quorum du bureau est de deux membres. S. R. 1925, c. 20, a. 10; 2 Geo. VI, c. 27, a. 1.

Règlements. **11.** Le bureau de la trésorerie, sur rapport de l'auditeur, peut adopter des règlements concernant le système de comptabilité qui doit être suivi dans les départements et par les sous-comptables de la province, l'émission des mandats et les comptes à rendre des deniers publics, et peut, de temps à autre, amender ou révoquer ces règlements. S. R. 1925, c. 20, a. 11.

Pouvoirs au cas de refus de l'auditeur. **12.** Si l'auditeur refuse de certifier qu'un mandat peut être émis, pour la raison que la somme n'est pas réellement payable, ou que ce mandat excède l'autorisation donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou pour toute raison autre que celles qu'il n'y a pas d'autorisation de la Législature, le bureau de la trésorerie, sur un rapport à ce sujet préparé par

DIVISION III

TREASURY BOARD

9. There shall be a Treasury Board to examine into and report on all matters referred to it by the Provincial Treasurer, and for the purposes stated in any act respecting any matter connected with the Treasury Department. R. S. 1925, c. 20, s. 9.

10. The Treasury Board shall be composed of the Prime Minister, the Provincial Treasurer, the Minister of Lands and Forests and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

The Prime Minister shall be the chairman of the Board and the Assistant Treasurer, in virtue of his office, the secretary thereof.

Any member of the Executive Council appointed to temporarily fulfil the functions of any minister who is a member of the Treasury Board shall replace him also, for the said period, as member of such Board.

Two members of the Board shall constitute a quorum. R. S. 1925, c. 20, s. 10; 2 Geo. VI, c. 27, s. 1.

11. The Treasury Board may, on the report of the Auditor, make, amend and repeal regulations respecting the method of book-keeping to be used in the departments and by the sub-accountants of the Province, the issuing of warrants and the accounting for public moneys. R. S. 1925, c. 20, s. 11.

12. If the Auditor refuse to certify that a warrant may issue, on the ground that the money is not justly due or that it is in excess of the authority granted by the Lieutenant-Governor in Council, or for any reason other than that there is no legislative authority, the Treasury Board, upon a report of the case prepared by the Auditor and the Assistant Treas-

Treasury Board.

Composition.

Chairman. Secretary.

Replacement.

Quorum.

Regulations.

Auditor refusing to certify warrant.

l'auditeur et par l'assistant-trésorier, prononce sur l'objection de l'auditeur, et peut la maintenir ou ordonner l'émission du mandat, à sa discrétion.

Suspension de paiements.

Le bureau de la trésorerie peut aussi créer la suspension, pendant le temps qu'il le juge à propos, de l'emploi et du paiement, en entier ou en partie, de toute allocation législative et de tout crédit législatif particuliers. Ce décret doit être attesté et signé par le président du bureau et notifié à l'auditeur.

Restriction.

Les dispositions de l'alinéa qui précède ne s'appliquent pas aux allocations législatives votées pour les traitements, les indemnités, les dépenses contingentes ou autres dépenses du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. S. R. 1925, c. 20, a. 12; 3 Geo. VI, c. 17, a. 1.

Enquête.

13. Le bureau de la trésorerie peut interroger toute personne sous serment, au sujet de toute affaire qui lui est soumise par le trésorier de la province.

Serment.

Tout membre du bureau peut administrer ce serment. S. R. 1925, c. 20, a. 13.

Assignation de témoins.

14. Le bureau de la trésorerie peut émettre, au besoin, une assignation, enjoignant à toute personne y nommée de comparaître devant lui, aux temps et lieu qui y sont mentionnés, pour rendre témoignage sur des matières qui sont à sa connaissance, touchant les affaires soumises au bureau, et, si le bureau le désire, d'apporter avec elle et lui fournir les documents, papiers ou choses qu'elle peut avoir en sa possession relativement à ces affaires.

Cette assignation est signée par le président et contresignée par le secrétaire du bureau. S. R. 1925, c. 20, a. 14.

Commission rogatoire.

15. Si, à raison de la distance à laquelle réside une personne dont le témoignage est requis par le bureau de la trésorerie, du lieu où se tiennent ses séances, ou pour toute autre cause, le bureau le juge à propos, il peut émettre une commission sous le seing du président et le contre-seing du secrétaire du bureau à toute personne y dénommée, l'autorisant à prendre ce témoignage et à lui en faire rapport.

urer, shall decide upon the Auditor's objection, and may, in its discretion, sustain him or order the issue of the warrant.

The Treasurer Board may also order the suspension, for such times as it may deem expedient, of the employment and payment, in whole or in part, of any particular legislative grant and credit. Such order must be attested and signed by the chairman of the Board and notice thereof must be given to the Auditor.

Suspension of payment.

The provisions of the preceeding paragraph shall not apply to the legislative grants voted for the salaries, the indemnities, the contingent or other expenses of the Legislative Council and of the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 20, s. 12; 3 Geo. VI, c. 17, s. 1.

Proviso.

13. The Treasury Board may examine any person on oath respecting any matter referred to it by the Provincial Treasurer.

Examination.

Any member of the Board may administer such oath. R. S. 1925, c. 20, s. 13.

Oath.

14. The Treasury Board may, when necessary, issue a summons commanding any person therein named to appear before the Board at the time and place mentioned in such summons, to testify to all matters within his knowledge respecting the matters referred to the Board, and, if the Board so desire, to bring with him and produce before the Board any document, paper or thing which he may have in his possession relating to such matters.

Summoning witnesses

Such summons shall be signed by the chairman and countersigned by the secretary of the Board. R. S. 1925, c. 20, s. 14.

15. If, by reason of the distance at which any person, whose evidence is required by the Treasury Board, resides from the place where its sittings are held, or for any other cause, the Board deems it advisable, it may issue a commission, under the hand of the chairman, countersigned by the secretary of the Board, to any person therein named, empowering him to take such evidence and to report the same to it.

Rogatory commission.

Commis-
saire.

Ce commissaire, après avoir prêté serment de remplir fidèlement le devoir qui lui est confié par cette commission, a, relativement à ce témoignage, les mêmes pouvoirs que le bureau, ou que tout membre d'icelui aurait eus, si ce témoignage eût été rendu devant lui.

Assigna-
tion de
témoins.

Ce commissaire peut, au besoin, émettre sous son seing une assignation aux fins de contraindre tout témoin à comparaître devant lui, ou à produire devant lui les documents, papiers ou choses qui ont rapport à l'affaire au sujet de laquelle la commission a été émise. S. R. 1925, c. 20, a. 15.

Témoin
défaillant.

16. Si quelque personne ainsi assignée à comparaître devant le bureau de la trésorerie ou devant le commissaire nommé par lui, manque, sans valables excuses, de comparaître ou, sur ordre de produire les documents, papiers ou choses en sa possession, manque de les produire, ou refuse d'être assermentée ou de répondre aux questions légales et pertinentes qui lui sont faites par le bureau ou par ce commissaire, cette personne encourt, pour chaque telle offense, une pénalité de cent dollars, et peut être traitée par le bureau de la trésorerie ou par le commissaire nommé par lui, comme si elle avait refusé d'obéir à l'ordre d'un tribunal et s'était rendue coupable de mépris de cour. S. R. 1925, c. 20, a. 16.

Such commissioner, being first sworn to faithfully execute the duty entrusted to him by such commission, shall, with regard to such evidence, have the same powers as the Board or any member thereof would have had if the evidence had been taken before it.

Commis-
sioner.

Such commissioner may, when necessary, issue under his hand a summons for the purpose of compelling the attendance of any witness or the production of any document, paper or thing before him, touching the matter in respect of which the commission had issued. R. S. 1925, c. 20, s. 15.

Summon-
ing
witnesses.

16. If any person so summoned to attend before the Treasury Board or any commissioner appointed by it, fail, without valid excuse, to attend, or, being commanded to produce any document, paper or thing in his possession, fail to produce the same, or refuse to be sworn or to answer any lawful and pertinent question put to him by the Board or by such commissioner, such person for each such offence shall incur a penalty of one hundred dollars, and may be dealt with by the Treasury Board or by the commissioner appointed by it as if he had refused to obey the order of a court and were guilty of contempt of court. R. S. 1925, c. 20, s. 16.

Default-
ing
witness.

SECTION IV

DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Consti-
tution.

17. Les revenus, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et dont la Législature a droit d'allocation, forment un fonds consolidé du revenu, qui est affecté au service public de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 17.

Charges.

18. Le fonds consolidé du revenu est permanentement grevé de toutes les charges et dépenses occasionnées par sa perception et sa régie.

Vérifica-
tion.

Ces charges et dépenses sont néanmoins sujettes à l'audition et au contrôle de la Législature. S. R. 1925, c. 20, a. 18.

DIVISION IV

CONSOLIDATED REVENUE FUND

17. All revenue from whatever source, over which the Legislature has power of appropriation, shall form one consolidated revenue fund appropriated for the public service of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 17.

Consti-
tution.

18. The consolidated revenue fund shall be permanently charged with all the charges and expenses incident to the collection, management and receipt thereof.

Charges.

Such charges and expenses shall nevertheless be subject to audit and to the control of the Legislature. R. S. 1925, c. 20, s. 18.

Audit.

- Dettes.** **19.** Le fonds consolidé du revenu est également chargé des emprunts et autres dettes déjà contractées, ou qui peuvent l'être en vertu d'une loi de la Législature, par le gouvernement de la province, au moyen de l'émission d'obligations provinciales ou autrement, ainsi que des intérêts de ces obligations, emprunts ou dettes, et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction.
- Fonds d'amortissement.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à retirer annuellement du fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement suffisant pour pourvoir au remboursement de toute émission d'obligations de la province faite jusqu'ici, ou qui peut l'être en vertu d'une loi de la Législature de la province.
- Placement.** Les contributions à ces fonds d'amortissements et les revenus qu'ils produisent doivent être placés ou déposés par le bureau de la trésorerie sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 20, a. 19; 21 Geo. V, c. 26, a. 1; 1 Éd. VIII (2), c. 2, a. 7.
- Placement de partie du fonds consolidé.** **20.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il considère à propos d'en agir ainsi, ordonner au bureau de la trésorerie de placer toute partie du fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en effets publics du gouvernement du Canada; et peut ultérieurement, chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour rencontrer les dépenses, l'autoriser d'en faire, pour cette fin, la vente ou la réalisation, en la forme, aux conditions et pour les montants qui sont considérés comme les plus avantageux pour le bien public. S. R. 1925, c. 20, a. 20; 1 Éd. VIII (2), c. 2, a. 8.
- Emprunts temporaires.** **21.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans le cas de besoins provenant d'insuffisance du revenu, produite par des causes imprévues, autoriser le trésorier à effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu, de la manière, en la forme et pour les montants, remboursables aux périodes de temps et portant des taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, que le lieu-
- Debts.** **19.** The consolidated revenue fund shall likewise be charged with all loans and other debts heretofore contracted or which may be contracted under any act of the Legislature by the Government of the Province, by means of the issue of provincial debentures or otherwise, as also with the interest on such debentures, loans or debts, and with the sinking-funds thereof.
- Sinking-fund.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to make withdrawals from the consolidated revenue fund annually, up to an amount sufficient to create an adequate sinking-fund to provide for the redemption of any issue of Provincial debentures made heretofore, or which may be made under any act of the Legislature of the Province.
- Investment.** The contributions to and revenues from such sinking-funds shall be invested or deposited by the Treasury Board under the direction of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 20, s. 19; 21 Geo. V, c. 26, s. 1; 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 7.
- Investment of portion of fund.** **20.** The Lieutenant-Governor in Council may, whenever such course is deemed advisable, direct the Treasury Board to invest, in public securities of the Government of Canada, any portion of the consolidated revenue fund, not at the time required for expenditure, and may, afterwards, whenever requisite to meet expenditure, direct him to dispose thereof to that end, in such manner, on such terms and to such amount as may be deemed most to the public advantage. R. S. 1925, c. 20, s. 20; 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 8.
- Temporary loans.** **21.** The Lieutenant-Governor in Council may, in cases of exigency arising out of failure of the revenue from unforeseen causes, direct the Treasurer to effect any needed temporary loans, chargeable to the consolidated revenue fund, in such manner and form, in such amounts, payable at such periods and bearing such rates of interest, not exceeding six per cent per annum, as the Lieutenant-Governor in

Réserve.

tenant-gouverneur en conseil juge à propos; mais ces emprunts ne doivent pas excéder le montant du déficit du fonds consolidé du revenu, pour rencontrer les charges dont il est grevé par la loi, et ne doivent être employés à aucune autre fin. S. R. 1925, c. 20, a. 21.

Council may deem expedient; but such loans shall not exceed the amount of the deficiencies in the consolidated revenue fund to meet the charges placed thereon by law, and shall not be applied to any other purposes. R. S. 1925, c. 20, s. 21. Proviso.

SECTION V

DIVISION V

DU FONDS SPÉCIAL AFFECTÉ AU PAIEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE

SPECIAL FUND FOR PAYMENT OF THE PUBLIC DEBT

Fonds spécial.

22. Le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant:

22. From and after the 1st of July, 1907, all sums of money derived: Special fund.

a) de la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie de ces biens; et

a. from the sale of seigniorial property, not forming part of the Jesuits' Estates, and being part of the Crown Domain, or from the amounts received in commutation of any portion of the same; and

b) de la vente des biens dévolus ou qui seront dévolus à la couronne par déshérence, ne sont pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constituent un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 22.

b. from the sale of property that has devolved or may devolve upon the Crown by escheat, shall not be used for the ordinary services of administration, but shall constitute a special fund for the redemption of the funded debt of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 22.

Placement.

23. Les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées sont placés annuellement, par le trésorier de la province, en bons, obligations ou rentes inscrites du Canada, de quelqu'une des provinces du Canada ou de la Grande-Bretagne, ou de tout gouvernement étranger, ou de toute municipalité du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuve. S. R. 1925, c. 20, a. 23.

23. The sums of money derived from the above mentioned sources shall be invested yearly, by the Provincial Treasurer, in bonds or debentures or inscribed stock of Canada, or of any province of Canada, or of Great Britain, or of any foreign government or of any municipalities in Canada, which shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 20, s. 23. Investment.

Intérêts.

24. Les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit sont affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 24.

24. The dividends or interest received from such investments, shall be applied to the payment of the interest on the funded debt of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 24. Dividends, etc.

Destination du fonds.

25. Ce fonds spécial est affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant sa dette consolidée, à mesure qu'ils deviennent dus et payables, ou le fonds ou toute partie d'icelui peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté par le trésorier de la province au rachat

25. Such special fund shall be applied towards the redemption of the bonds or debentures or inscribed stock, issued by the Province in connection with the different loans constituting its funded debt, whenever the same shall mature and become payable, or the fund or any part thereof may, under authority of the Lieutenant-Governor in Council, be applied by Application of fund.

de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose est jugée opportune dans l'intérêt de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 25.

the Provincial Treasurer to the redemption of any of the bonds, debentures or inscribed stock of the different loans constituting the funded debt of the Province, whenever the same shall be deemed advisable in the interest of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 25.

Rachat
des em-
prunts.

26. Lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province est dû et devient payable, ou lorsqu'il est jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou rentes inscrites de quelque un des emprunts constituant le dette consolidée, comme il est dit dans l'article 25, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fait la vente ou dispose des placements du fonds spécial, ou de telle partie de ces placements qui est requise à cette fin, et en applique le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, d'obligations ou de rentes inscrites, comme il est dit ci-dessus. S. R. 1925, c. 20, a. 26.

26. Whenever any of the loans constituting the funded debt of the Province mature and become payable, or when it shall be deemed advisable in the interest of the Province to redeem any of the bonds, debentures or inscribed stock of any of the loans constituting the funded debt, as mentioned in section 25, the Provincial Treasurer shall, under the authority of the Lieutenant-Governor in Council, sell or dispose of the investments of the special fund or of such portion of them as may be required for the purpose, and shall apply the proceeds thereof to the redemption of the loan maturing, or to the purchase of bonds, debentures or inscribed stock as above mentioned. R. S. 1925, c. 20, s. 26.

État.

27. Un état de ce fonds spécial est publié chaque année dans les comptes publics de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 27.

27. A statement of such special fund shall be published yearly in the Public Accounts of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 27.

SECTION VI

DU MANIEMENT DES DENIERS PUBLICS

Défini-
tions.

28. Les mots "revenu", "revenu public" et "deniers publics" signifient les revenus et deniers publics de quelque source qu'ils proviennent, soit que ces revenus et deniers appartiennent à la province, soit qu'ils soient gardés par la province, ou perçus et gardés en mains par des officiers de la province, pour ou au compte de, ou en fidéicommiss pour quelque autre province formant partie de la puissance, ou pour la puissance, ou pour le gouvernement impérial, ou pour toute personne. S. R. 1925, c. 20, a. 28.

28. The words "revenue" or "public revenue" or "public moneys", mean all revenue and public moneys, arising from any source whatever, whether such revenues and moneys belong to the Province, or are held by the Province or received and held by some provincial officer for or on account of or in trust for any other province forming part of the Dominion, or for the Dominion or for the Imperial Government, or for any person. R. S. 1925, c. 20, s. 28.

Verse-
ment des
revenus.

29. Les revenus sont versés, par l'intermédiaire des officiers, banques ou personnes, au crédit du trésorier de la province de la manière que celui-ci le prescrit. S. R. 1925, c. 20, a. 29.

29. All revenues shall be paid in to the credit of the Provincial Treasurer, through such officers, banks or persons, and in such manner as he directs. R. S. 1925, c. 20, s. 29.

Remise
des
deniers
publics.

30. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les époques auxquelles les officiers du revenu doivent rendre compte et faire la remise des deniers publics qui sont venus en leur possession, et régler la manière de le faire; mais ces comptes sont rendus et ces paiements sont faits par ces officiers au moins une fois tous les trois mois. S. R. 1925, c. 20, a. 30.

30. The Lieutenant-Governor in Council may fix the times at and mode in which any revenue officer shall account for and pay over the public moneys which come into his hands; but such accounts and payments shall be rendered and made by such officers at least once in every three months. R. S. 1925, c. 20, s. 30.

Account-
ing for
moneys.

Licences
et
timbres.

31. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi fixer les époques auxquelles les licences sur lesquelles il y a des droits à payer, et les timbres pour la perception du revenu doivent être émis, désigner les officiers qui doivent les émettre, et régler la manière et la forme de le faire. S. R. 1925, c. 20, a. 31.

31. The Lieutenant-Governor in Council may also determine the time, manner and form in which, and the officer by whom, any licenses, on which any duty is payable, or any stamps for collection of revenue, are to be issued. R. S. 1925, c. 20, s. 31.

Licenses
and
stamps.

Dépôt des
deniers
publics.

32. Tout officier du revenu, en recevant des deniers publics, doit les déposer aussitôt, en son nom officiel, dans la banque que le trésorier indique; et nuls deniers ainsi déposés ne doivent être retirés, si ce n'est pour les placer au crédit du trésorier, sur l'ordre écrit ou le chèque officiel de l'officier qui les a ainsi déposés, ou de son successeur, auquel la banque doit donner un certificat en double, constatant que ces deniers ont été ainsi crédités.

32. Every revenue officer, on receiving public moneys, shall forthwith deposit the same, in his official name, in such bank as the Treasurer may appoint; and no moneys so deposited shall be withdrawn, except for the purpose of being placed to the credit of the Treasurer, on the written order or official cheque of the officer so depositing, or of his successor, to whom the bank shall give a certificate in duplicate of its being so credited.

Deposit
of
moneys.

Excep-
tion.

Toutefois, lorsque ces deniers sont reçus dans quelque place où il n'y a pas de banque dans laquelle ils puissent être convenablement déposés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'il en soit disposé en la manière qu'il juge à propos. S. R. 1925, c. 20, a. 32.

When, however, such money is received at a place where there is no bank in which it can be conveniently deposited, the Lieutenant-Governor in Council may direct it to be disposed of in such manner as he deems expedient. R. S. 1925, c. 20, s. 32.

Proviso.

Tenue de
livres.

33. Tout officier du revenu doit tenir son livre de caisse régulièrement écrit jour par jour, et tous les livres, comptes et papiers de cet officier doivent être, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection de toute personne autorisée par le trésorier de la province à faire cet examen. S. R. 1925, c. 20, a. 33.

33. Every revenue officer shall keep his cash-book written up daily, and all his books, accounts and papers shall at all times, during office hours, be open to the inspection of any person authorized by the Provincial Treasurer to inspect the same. R. S. 1925, c. 20, s. 33.

Book-
keeping.

Banques.

34. Les deniers publics versés au crédit du trésorier de la province sont déposés dans les banques qu'il désigne. S. R. 1925, c. 20, a. 34.

34. All public moneys paid in to the credit of the Provincial Treasurer shall be deposited in such banks as he indicates. R. S. 1925, c. 20, s. 34.

Banks.

Paiement
sur
mandat.

35. A moins de dispositions spéciales, le paiement de deniers publics affectés

35. Unless otherwise specially provided, the payment of public moneys ap-

Payment
under
warrant.

aux besoins de cette province se fait à même le fonds consolidé du revenu en vertu d'un mandat du lieutenant-gouverneur signé par lui ou par le député auquel il donne commission de le faire, et adressé au trésorier de la province.

Redditions de comptes.

Les personnes chargées de l'emploi de ces deniers doivent en rendre compte avec production des pièces justificatives, en la manière et aux époques prescrites par le lieutenant-gouverneur et à l'officier qu'il indique. S. R. 1925, c. 20, a. 35.

Chèques.

36. Toute dépense de deniers publics, sur un mandat du lieutenant-gouverneur, est faite par un chèque officiel tiré sur une banque.

Signature.

Ce chèque est signé par le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier, et contresigné par l'auditeur de la province.

Idem.

En l'absence de l'assistant-trésorier ou de l'auditeur, tout autre officier du département, qui a été désigné par l'assistant-trésorier ou par l'auditeur pour cet objet, avec l'approbation du trésorier de la province, peut signer ou contresigner le chèque.

Fac-similé.

Les signatures visées par les dispositions du présent article peuvent être apposées au moyen d'un appareil automatique, autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 20, a. 36; 23 Geo. V, c. 14, a. 1.

Demande.

37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer par quels départements, et d'après quels règlements sous d'autres rapports les demandes pour la dépense des deniers publics sont transmises au département du trésor, et nulle telle dépense ne peut être faite ou autorisée, ni un mandat émis à cette fin, à moins qu'une demande ne parvienne directement au département du trésor de la manière ainsi indiquée. S. R. 1925, c. 20, a. 37.

Subventions scolaires.

38. Le trésorier de la province doit déposer à intérêt toute balance non retirée des allocations faites par la Législature spécialement pour des fins d'instruction publique, tant pour les protestants que pour les catholiques romains, et donner,

appropriated for the service of the Province shall be made out of the consolidated revenue fund, under a warrant of the Lieutenant-Governor, signed by himself or by such deputy as he may commission to that end, and addressed to the Provincial Treasurer.

All persons entrusted with the expenditure of public moneys shall account for the same with vouchers, in such manner, at such time, and to such officer as the Lieutenant-Governor may direct. R. S. 1925, c. 20, s. 35.

36. All expenditure of public moneys shall be made by official cheque on some bank, upon a warrant of the Lieutenant-Governor.

Such cheque shall be signed by the Provincial Treasurer or the Assistant Treasurer and countersigned by the Provincial Auditor.

In the absence of the Assistant Treasurer or Auditor, any other officer of the Department, being thereto deputed by such Assistant Treasurer or Auditor, with the approval of the Provincial Treasurer, may sign or countersign such cheque.

The signatures contemplated under the provisions of this section may be affixed by automatic device, authorized by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 20, s. 36; 23 Geo. V, c. 14, s. 1.

37. The Lieutenant-Governor in Council may direct through what departments and, otherwise, under what regulations, applications for expenditure of public moneys shall pass to the Treasury Department; and no such expenditure shall be made or authorized or warrant therefor be issued, unless upon application directly made to the Treasury Department in the manner so indicated. R. S. 1925, c. 20, s. 37.

38. The Provincial Treasurer shall deposit at interest any undrawn balance of the grants specially made by the Legislature for educational purposes, both for Protestants and for Roman Catholics, and give in the public accounts a state-

dans les comptes publics, un état de ces montants et de l'intérêt touché sur iceux.

Ces montants, avec l'intérêt d'iceux, sont placés au crédit du surintendant de l'instruction publique et payés par lui en la manière prescrite dans la Loi de l'instruction publique (chap. 59). S. R. 1925, c. 20, a. 38.

ment of such amounts and of the interest received thereon.

Such sums, together with the interest thereon, shall be placed to the credit of the Superintendent of Education and paid by him as prescribed by the Education Act (Chap. 59). R. S. 1925, c. 20, s. 38.

SECTION VII

DES DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES

§ 1.—*Du bureau des dépôts et consignation*

Bureau
des
dépôts.

39. Le département du trésor est un bureau général de dépôts pour la province. S. R. 1925, c. 20, a. 39.

Reçus de
dépôts.

40. Lorsque des deniers ou des valeurs y sont déposées, le trésorier de la province en délivre un récépissé au déposant, et si la créance ou l'obligation que l'on veut payer par le dépôt est enregistrée, un récépissé en double, spécifiant le montant déposé ainsi que la nature et la cause du dépôt; le récépissé est dressé en la forme que prescrit le trésorier de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 40.

Preuve.

41. Ce récépissé fait preuve du dépôt et des faits qu'il a pour but de certifier, jusqu'à preuve du contraire. S. R. 1925, c. 20, a. 41.

Agents de
dépôts.

42. Le trésorier de la province peut nommer des agents de dépôts du trésor. Ces agents peuvent être ainsi nommés pour un ou plusieurs districts judiciaires. S. R. 1925, c. 20, a. 42.

Devoirs.

43. Les devoirs et pouvoirs des agents de dépôts du trésor, en tant qu'ils ne sont pas déterminés par la loi, sont prescrits et définis par le trésorier de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 43.

Règle-
menta-
tion.

44. Le trésorier de la province peut prescrire la manière, le temps et la forme dans lesquels les dépôts et les paiements doivent être faits, et dans lesquels les comptes du bureau général de dépôts doivent être tenus et rendus. S. R. 1925, c. 20, a. 44.

DIVISION VII

JUDICIAL AND OTHER DEPOSITS

§ 1.—*Deposit Office*

39. The Treasury Department shall be a general deposit office of the Province. R. S. 1925, c. 20, s. 39.

40. When a deposit of money or securities has been therein made, the Provincial Treasurer shall give the depositor a receipt, and, if the debt or obligation to be discharged by the deposit is registered, a duplicate receipt, specifying the amount deposited and the nature and cause of the deposit; and the receipt shall be in such form as the Provincial Treasurer may prescribe. R. S. 1925, c. 20, s. 40.

41. The deposit receipt shall be evidence of the deposit and of the facts it purports to certify, until the contrary be proved. R. S. 1925, c. 20, s. 41.

42. The Provincial Treasurer may appoint treasury deposit agents. Any such agent may be appointed for one or more judicial districts. R. S. 1925, c. 20, s. 42.

43. The duties and powers of the treasury deposit agents, insofar as they are not determined by law, shall be regulated and defined by the Provincial Treasurer. R. S. 1925, c. 20, s. 43.

44. The Provincial Treasurer may regulate the manner, time and form in which deposits and payments are to be made, and in which the accounts of the general deposit office are to be kept and rendered. R. S. 1925, c. 20, s. 44.

Dé-
penses.

45. Le trésorier de la province doit voir à ce que les dépenses du bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie. S. R. 1925, c. 20, a. 45.

45. The Provincial Treasurer shall see that the expenses of the general deposit office do not exceed the interest or profit accruing to the Treasury from the moneys deposited; and such expenses shall be deducted by the Provincial Treasurer from such interest or profit, and the balance, if any, shall be transferred to the consolidated revenue fund and form part thereof. R. S. 1925, c. 20, s. 45.

§ 2.—Des dépôts et des consignations

§ 2.—Deposits

Dépôts
par pro-
tono-
taires, etc.

46. Tout greffier des appels, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la couronne ou greffier de la paix, greffier de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, qui, en sa qualité officielle, a reçu, personnellement ou par l'entremise de son député, à titre de dépôt judiciaire ou de consignation, une somme de cent dollars ou plus, doit déposer immédiatement cette somme au crédit du trésorier de la province, dans une banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par le trésorier, et doit produire dans le dossier de la cause ou de la procédure dans laquelle il a reçu cette somme, le reçu du dépôt de la banque ou autre institution monétaire.

46. Every clerk of appeals, prothonotary of the Superior Court, clerk of the Crown or clerk of the peace, clerk of the Circuit Court or of the Magistrate's Court, who, in his official capacity, receives, himself or by his deputy, as a judicial or other deposit, any sum of one hundred dollars or over, shall immediately deposit such sum to the credit of the Provincial Treasurer in such bank or other monetary institution as shall be indicated by the said Provincial Treasurer, and shall file in the record of the case or of the proceeding, in which he has received the said sum, the deposit receipt of such bank or institution.

Dépôts
par
shérifs.

Tout shérif qui, en sa qualité officielle, a reçu personnellement ou par l'entremise de son député, soit comme prix d'une vente judiciaire, soit pour toute autre cause, une somme de cent dollars ou plus, doit déposer immédiatement cette somme, au crédit du trésorier de la province, dans une banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par ce dernier, et produire, sans délai, au bureau du protonotaire ou du greffier, le reçu de la banque ou autre institution monétaire.

Every sheriff who, in his official capacity, either personally or by his deputy, receives, either as the price of a judicial sale or otherwise, a sum of one hundred dollars or over, shall immediately deposit such sum to the credit of the Provincial Treasurer in such bank or other monetary institution as shall be indicated by the latter, and shall, without delay, file in the office of the prothonotary or clerk the deposit receipt of the said bank or institution.

Petits
montants.

Quant aux sommes moindres que cent dollars reçues par ces officiers, elles doivent être déposées de la même manière dès qu'elles forment un montant total de cent dollars ou plus.

Every sum less than one hundred dollars, received by the said officers, shall be deposited in the manner aforesaid, as soon as they aggregate one hundred dollars or over.

Agents du
trésorier.

Ces officiers, par le seul fait de leurs charges, sont des agents du trésorier de la province pour les fins de la présente loi.

Such officers shall, from the mere fact of holding such offices, be agents of the Provincial Treasurer for the purposes of this act.

Respon-
sabilité du
gouv't.

Tout paiement fait entre leurs mains en vertu de la présente loi, est censé fait au trésorier de la province et comporte la garantie du gouvernement envers les per-

Any payment made to them, under this act, shall be deemed to be made to the Provincial Treasurer, and all persons who are entitled to withdraw such sums or

Deposits
by pro-
thono-
taries, etc.Deposits
by
sheriffs.Small
sums.

Agents.

Govern-
ment
respon-
sible.

sonnes qui ont droit de retirer les sommes ou valeurs que l'on a ainsi consignées, pour leur en assurer le paiement.

securities so deposited, shall have the security of the Government of the Province for the payment to them of such sums or securities.

Loi
Lacombe.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux dépôts faits en vertu de l'article 697a du Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 20, a. 46; 20 Geo. V, c. 21, a. 1.

The provisions of this section shall not apply to any deposit made under article 697a of the Code of Civil Procedure. R. S. 1925, c. 20, s. 46; 20 Geo. V, c. 21, s. 1. Lacombe
Law.

Cura-
teurs.

47. Tout curateur à une cession de biens qui, en cette qualité, a reçu une somme de deux cents dollars ou plus, ou différentes sommes dont les montants réunis forment un total de deux cents dollars ou plus, doit immédiatement en faire le dépôt de la manière ci-dessus prescrite, et produire au bureau du protonotaire du district où la cession a été faite, le reçu de la banque ou autre institution monétaire où les deniers ont été déposés. S. R. 1925, c. 20, a. 47.

47. Every curator to an abandonment of property who, in such capacity, has received a sum of two hundred dollars or more, or different sums which added together make a total of two hundred dollars or more, must immediately deposit the same in the manner above set forth, and file, in the prothonotary's office of the district where the abandonment has been made, the receipt of the bank or other monetary institution in which the money has been deposited. R. S. 1925, c. 20, s. 47. Curators.

Coroners.

48. Tout coroner qui, dans l'exercice de ses fonctions, a reçu, personnellement ou par l'intermédiaire de son député, quelque somme d'argent excédant cent dollars, doit immédiatement en faire le dépôt de la manière ci-dessus prescrite. S. R. 1925, c. 20, a. 48.

48. Every coroner who, in the exercise of his functions, receives, either personally or by his deputy, any sum of money exceeding one hundred dollars, shall immediately deposit the same in the manner above prescribed. R. S. 1925, c. 20, s. 48. Coroners.

Huissiers.

49. Tout huissier de la Cour supérieure, qui a reçu une somme de deniers provenant d'une saisie ou d'une vente judiciaire et excédant cent dollars, doit, s'il n'a pas remis, distribué ou payé cette somme avant de faire son rapport, la déposer, avec son rapport, au bureau du protonotaire ou du greffier du tribunal qui a émis le bref d'exécution. S. R. 1925, c. 20, a. 49.

49. Every bailiff of the Superior Court, who receives any money arising from a seizure or judicial sale and exceeding one hundred dollars, shall, unless he has handed over, distributed or paid such sum before making his return, deposit the same in the office of the prothonotary or clerk of the court which issued the writ, together with his return. R. S. 1925, c. 20, s. 49. Bailiffs.

Distrib-
ution de
deniers.

50. Après l'expiration des quinze jours qui suivent la date de l'homologation, en entier ou en partie, d'un ordre de collocation, par jugement du tribunal, ou par ordonnance du juge, du protonotaire ou du greffier, le protonotaire ou le greffier doit, si aucune inscription en appel ni aucune opposition au jugement ou à l'ordonnance ne lui a été signifiée, transmettre, sans délai, au trésorier de la province, une copie du jugement ou de l'ordonnance, avec un certificat sous sa

50. After fifteen days from the date upon which any report of distribution and collocation of moneys has been homologated, wholly or in part, as the case may be, whether by a judgment of any court, or by the order of the judge, the prothonotary or the clerk, the prothonotary or clerk must,—if no notice of appeal from, or opposition to such judgment or order has been served upon him,—transmit, without delay, to the Provincial Treasurer, a copy of the said judgment or order, Payment
of moneys.

signature et le sceau du tribunal, attestant qu'aucune inscription en appel et aucune opposition ne lui a été signifiée dans la période de quinze jours après la date de l'homologation de l'ordre de collocation; et le trésorier de la province, sur réception de ces jugement ou ordonnance et certificat, paye immédiatement les sommes de deniers ainsi distribuées, en délivrant au shérif ou à l'officier qui a droit de les recevoir, ses ordres ou chèques en faveur de chacune des personnes mentionnées dans l'ordre de collocation homologué, pour le montant qui lui est accordé. S. R. 1925, c. 20, a. 50.

with a certificate under his signature and the seal of the court, setting forth that no such inscription in appeal or opposition has been served upon him within the said delay of fifteen days after the date of the homologation of the report of collocation; and, on receipt of such judgment or order and certificate, the Provincial Treasurer shall immediately pay the moneys so distributed, by delivering to the sheriff, or the officer entitled to receive the same, his orders or cheques in favour of each of the parties mentioned in the report of collocation homologated, for the amount awarded to each. R. S. 1925, c. 20, s. 50.

Distribution
retardée.

51. Si appel du jugement ou de l'ordonnance a été interjeté ou qu'une opposition ait été produite sur une ou quelques-unes des collocations, le protonotaire ou le greffier le constate dans son certificat, et le trésorier de la province ne doit payer les collocations contestées qu'après jugement final sur le litige ou lorsque le litige a été réglé tel que ci-après prévu. S. R. 1925, c. 20, a. 51.

51. If any appeal has been taken from the judgment or order, or an opposition made thereto, in relation to one or more of the said collocations,—which shall be established by the certificate of the prothonotary or clerk,—the Provincial Treasurer shall not pay the amount of the collocations contested until after a final judgment has been pronounced upon such contestations, or until after such contestation has been settled, as hereinafter provided. R. S. 1925, c. 20, s. 51.

Retention
of moneys.

Appel ou
opposition.

52. Quiconque veut interjeter appel du jugement ou de l'ordonnance d'homologation ou y faire opposition, doit, dans les quinze jours de la date du jugement ou de l'ordonnance, produire au greffe du tribunal, en la faisant signifier au protonotaire ou au greffier, une copie de l'inscription en appel ou de l'opposition. Le protonotaire ou le greffier fait une entrée du document dans le registre du tribunal et ce document forme partie du dossier. S. R. 1925, c. 20, a. 52.

52. Any person, desirous of appealing from or opposing the judgment or order of homologation, above mentioned, shall, within fifteen days from the date of such judgment or order, file, at the office of the court, by causing the same to be served upon the prothonotary or clerk, a copy of the inscription in appeal or of his opposition. The prothonotary or clerk shall make an entry of such document in the registers of the court, and the same shall form part of the record. R. S. 1925, c. 20, s. 52.

Appeal or
opposition.

Appel
après
paiement.

53. Lorsque aucune inscription en appel ni aucune opposition n'est signifiée au protonotaire ou greffier du tribunal dans ledit délai de quinze jours, il est procédé au paiement des diverses sommes de deniers mentionnées dans le jugement ou l'ordonnance d'homologation; mais le défaut d'en appeler ou de former opposition dans ce délai de quinze jours ne prive pas celui qui y a droit de se pourvoir en appel ou de former opposition dans les

53. When no opposition or inscription in appeal is served, within the said fifteen days, upon the prothonotary or clerk of the court, the moneys mentioned in the judgment or order of homologation shall be paid; but such failure to appeal or to make opposition within the said delay of fifteen days shall not prevent any one who is entitled to appeal or to make opposition, from so doing within the delays established by law, and, in the event of his suc-

Appeal,
etc., after
payment.

délais fixés par la loi, et, s'il a gain de cause, de recouvrer les deniers que le jugement final lui adjuge de la personne qui les a reçus en vertu du premier jugement. S. R. 1925, c. 20, a. 53.

ceeding, from recovering any moneys awarded him by the final judgment, from any person who may have received them under the former judgment. R. S. 1925, c. 20, s. 53.

Jugement final.

54. Lorsqu'un appel a été interjeté ou qu'une opposition a été faite, dans le dit délai de quinze jours et que cet appel ou cette opposition a été dénoncé au protonotaire ou au greffier, tel que prescrit en l'article 52, les deniers qui sont affectés par cet appel ou par cette opposition ne doivent pas être payés avant que le litige soit définitivement décidé par un jugement final et dont il n'y a pas d'appel; et le protonotaire ou le greffier du tribunal ne doit accorder son certificat pour le paiement des deniers, qu'après qu'il a été déposé, au greffe de la Cour supérieure, si la distribution des deniers a lieu en la Cour supérieure, une copie du jugement du tribunal qui a rendu le jugement final et dont il n'y a pas d'appel, ou un certificat du greffier des appels, ou du registraire de la Cour suprême, ou du Conseil privé de Sa Majesté, attestant que l'appel a été déserté et abandonné, ou un certificat du protonotaire constatant la discontinuation de l'appel ou de l'opposition; et, si la distribution des deniers se fait en la Cour de circuit ou en la Cour de magistrat, une copie du jugement sur l'opposition, ou un certificat du greffier du tribunal attestant que l'opposition a été discontinuée. S. R. 1925, c. 20, a. 54.

54. Whenever any appeal has been taken, or any opposition has been fyled within the said fifteen days, and the prothonotary or clerk has been notified of such appeal or opposition, as prescribed by section 52, the moneys affected by such appeal or opposition shall not be paid until the contestation raised thereby shall have been finally settled by a final judgment from which there is no appeal; and the prothonotary or clerk of the court shall not grant his certificate for the payment of the moneys until after the fyling, in the office of the Superior Court if the distribution of moneys took place in the Superior Court, of a copy of the judgment of the court which has rendered the said final judgment from which there is no appeal, or a certificate of the clerk of appeals or of the registrar of the Supreme Court or of the registrar of His Majesty's Privy Council, establishing that such appeal has been given up and abandoned, or a certificate of the prothonotary establishing the discontinuance of the appeal or of the opposition; and, if the distribution of moneys has taken place in the Circuit Court or in the Magistrate's Court, a copy of the judgment on the opposition, or a certificate of the clerk of the court establishing that such opposition has been discontinued. R. S. 1925, c. 20, s. 54.

Distribution de consentement.

55. Dans tous les cas, lorsqu'un consentement au paiement des deniers, signé par toutes les parties intéressées dans la cause et certifié par le protonotaire ou le greffier, a été reçu par le trésorier de la province, celui-ci doit immédiatement payer les deniers déposés en délivrant au shérif ou à l'officier autorisé à les recevoir ses chèques ou ordres en faveur des personnes désignées dans le consentement pour le montant qui leur est respectivement attribué. S. R. 1925, c. 20, a. 55.

55. In every case, whenever a consent for the payment of the moneys, signed by all the parties interested in the case, and attested by the prothonotary or clerk, has been fyled with him, the Provincial Treasurer shall immediately pay or distribute the moneys so deposited, by delivering to the sheriff or other officer entitled thereto, his cheques or orders in favor of any person, mentioned in such consent, for the amount therein set forth. R. S. 1925, c. 20, s. 55.

Offres réelles.

56. Une personne qui désire payer une somme d'argent à un créancier qui refuse

56. Any person who desires to pay any sum of money to a creditor who refuse

Final judgment.

Payment by consent.

Tender and deposit.

de la recevoir, ou qui est absent du lieu où la dette est payable, peut déposer cette somme au bureau du trésorier de la province, avec un écrit indiquant la nature de la dette, le titre ou le contrat qui l'a créée et les personnes auxquelles elle désire que cette somme soit payée.

ses to receive the same, or who is absent from the place where the debt is payable, may deposit such sum in the office of the Provincial Treasurer, together with a writing showing the nature of the debt, the title or contract under which it was created, and the persons to whom he desires the money to be paid.

Effet. L'offre de paiement que comporte ce dépôt libère le débiteur des intérêts pour l'avenir, si le créancier refuse, sans droit, de l'accepter; et les deniers déposés pour un créancier absent du lieu où la dette est payable, cessent aussi de porter intérêt contre le débiteur, si le montant est suffisant. S. R. 1925, c. 20, a. 56.

The tender established by such deposit shall, for the future, relieve the debtor from the payment of interest on such sum of money, provided his creditor has wrongfully refused to accept such tender; and the moneys deposited for a creditor who is absent from the place where the debt is payable, shall also cease to bear interest against the debtor, if the amount deposited be sufficient. R. S. 1925, c. 20, s. 56.

Retrait du dépôt. **57.** Le trésorier de la province doit payer à demande, au créancier ainsi désigné, le montant déposé, sauf le droit du déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré et si la somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le créancier. S. R. 1925, c. 20, a. 57.

Payment. **57.** The Provincial Treasurer shall thereupon, on demand, pay to the creditors so designated the amount so deposited, saving the right of the depositor, if the deposit receipt has not been registered and if the money has not been paid into court as a tender, to withdraw his deposit before the same has been demanded by his creditor. R. S. 1925, c. 20, s. 57.

Dépôt sur contestation. **58.** Lorsqu'une personne désire payer une somme d'argent qui lui est demandée pour des réclamations en contestation, elle peut déposer cette somme au bureau du trésorier de la province. S. R. 1925, c. 20, a. 58.

Deposit of sum in dispute. **58.** Whenever any person desires to pay any sum of money which is demanded of him by contending claimants, he may deposit such money in the office of the Provincial Treasurer. R. S. 1925, c. 20, s. 58.

Paie-ment. **59.** Dans le cas mentionné dans l'article 58, le trésorier de la province doit payer le montant déposé au réclamant, qui produit et dépose une copie authentique d'un jugement d'une cour de justice l'autorisant à toucher la somme d'argent, sauf le droit du déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré et si la somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le réclamant. S. R. 1925, c. 20, a. 59.

Payment. **59.** In the case mentioned in section 58, the Provincial Treasurer shall pay over the amount deposited, to the claimant, who shall file an authentic copy of a judgment of a court of justice entitling him to the money, saving the right of the depositor, if the deposit receipt has not been registered and if the money has not been paid into court as a tender, to withdraw his deposit before the same has been demanded by the claimant. R. S. 1925, c. 20, s. 59.

Enregistrement du reçu. **60.** Dans le cas de dépôt volontaire d'un montant destiné à payer une créance constatée dans un écrit enregistré, le débiteur doit déposer et faire enregistrer un double du récépissé du dépôt au bureau d'enregistrement où le titre de créance

Registration of receipt. **60.** Whenever a voluntary deposit is made of any amount for the payment of any debt evidenced by a writing which is registered, the debtor shall deposit and have registered a duplicate of the deposit receipt at the registry office where the

Effet.

est enregistré. Le registrateur inscrit une mention de cet enregistrement en marge de l'enregistrement du titre ou de l'écrit constatant la créance, et ces enregistrements et mention annulent l'enregistrement de la créance comme l'aurait fait la mention d'une décharge que le créancier aurait consentie pour le même montant. S. R. 1925, c. 20, a. 60.

claim is registered. The registrar shall make an entry thereof in the margin of the register opposite the title or the writing under which the claim exists; and such registration and entry shall have the same effect as regards the cancelling of the registration of the claim, as the entry of a discharge from the creditor for a like amount would have had. R. S. 1925, c. 20, s. 60.

Effect.

Comptes des officiers de justice.

61. Tout shérif, protonotaire, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, ou autre officier judiciaire doit, entre le premier et le onzième jour des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, rendre au trésorier de la province un compte détaillé et attesté sous serment de toutes les sommes d'argent qu'il a reçues en sa capacité officielle, qu'il ait ou non déposé ces sommes au bureau du trésorier de la province en vertu des dispositions de la présente section. S. R. 1925, c. 20, a. 61.

61. Every sheriff, prothonotary, clerk of the Circuit Court, clerk of the Magistrate's Court, or other judicial officer, shall, between the first and eleventh days of January, April, July, and October, in every year, render to the Provincial Treasurer a sworn account, in detail, of all moneys received by him in his official capacity, whether the same have been deposited or not in the office of the Provincial Treasurer, in virtue of this division. R. S. 1925, c. 20, s. 61.

Judicial officers, to account.

Saisie-arrêt.

62. Les deniers déposés en vertu de la présente section peuvent être saisis entre les mains du trésorier de la province, en la manière ordinaire, par saisie-arrêt en mains tierces avant ou après jugement. S. R. 1925, c. 20, a. 62.

62. Moneys deposited under this division may be attached in the hands of the Provincial Treasurer, in the usual manner, by garnishment either before or after judgment. R. S. 1925, c. 20, s. 62.

Garnishment.

Dépôt des cautionnements.

63. Lorsqu'une caution judiciaire ou la caution d'un officier public, ou un tuteur ou administrateur judiciaire, désire payer le montant de son cautionnement ou le montant du reliquat de son compte légalement rendu, il peut déposer ce montant entre les mains du trésorier de la province en vertu de la présente section, et, sur la production du reçu du dépôt, il devient exempt des frais de toutes procédures prises subséquemment contre lui par rapport à ce cautionnement ou à ce reliquat de compte. S. R. 1925, c. 20, a. 63.

63. Whenever any judicial surety or any surety of a public officer, or any tutor or judicial administrator, is desirous of paying over the amount of his suretyship or the balance of his account lawfully rendered, he may deposit such amount with the Provincial Treasurer under this division, and, upon the production of the deposit receipt, he shall not be liable to the costs of any proceedings thereafter taken against him with respect to such suretyship, or such balance of account. R. S. 1925, c. 20, s. 63.

Deposit by sureties.

Responsabilité des officiers.

64. Tout officier public qui manque de se conformer aux dispositions de la présente section, peut être destitué de sa charge et encourt, en outre, une amende n'excédant pas deux cents dollars, qui appartient à la province et est recouvrée au nom de la couronne, par action ordinaire, devant un tribunal ayant juri-

64. Every public officer, who fails to comply with the provisions of this division, may be deprived of his office, and, moreover, shall incur a fine of not more than two hundred dollars, which shall belong to the Province and be recovered in the name of the Crown, by an ordinary action before a court having jurisdiction

Responsibility of officers.

diction pour le montant réclamé; à défaut de paiement de l'amende imposée par le tribunal, l'officier peut être emprisonné dans la prison commune pour une période de temps n'excédant pas trois mois. S. R. 1925, c. 20, a. 64.

for the amount claimed; and, on failure to pay such fine, he may be imprisoned in the common gaol for a term of not more than three months. R. S. 1925, c. 20, s. 64.

Paie-
ment.

65. Le trésorier de la province peut payer, à même les dépôts de sommes moindres que cent dollars faits au département du trésor, sur certificat du protonotaire ou du greffier du tribunal, mentionnant le nom des personnes et le montant qu'elles ont droit de recevoir, les sommes déposées, en tout ou en partie, sauf le cas où un jugement de distribution a été rendu. S. R. 1925, c. 20, a. 65.

65. Out of the deposits made in the Treasury Department, in sums under one hundred dollars, the Provincial Treasurer, upon a certificate from the prothonotary or clerk of the court, stating the names of the persons and the amounts to which they are entitled, may pay such deposits wholly or in part, except in cases wherein a judgment of distribution is rendered. R. S. 1925, c. 20, s. 65.

Dépôts
non ré-
clamés.

66. Les deniers déposés en vertu de la section VII de la présente loi ou de toutes autres dispositions antérieures ayant le même effet qu'icelle, et qui n'ont pas été réclamés dans la période de quinze années de la date de leur réception, sont versés au fonds consolidé du revenu pour en faire partie.

66. Monies deposited under Division VII of this act, or under any other provisions prior thereto to the same effect, which have not been claimed within a period of fifteen years from the date of their receipt, shall be paid into the consolidated revenue fund to form part thereof.

Droits
conservés.

Cependant toute personne qui peut avoir droit à la remise de ces deniers, conserve ce droit et peut en tout temps, en faisant valoir sa réclamation, exiger cette remise.

Nevertheless, any person who may be entitled to the delivery of such monies shall retain such right and may at any time, upon establishing their claim, exact such delivery.

Paie-
ment.

Lorsqu'il y a lieu d'effectuer le paiement de toute partie de deniers versés au fonds consolidé du revenu en vertu du présent article, le trésorier de la province est autorisé à effectuer ce paiement à même ledit fonds. S. R. 1925, c. 20, a. 65a; 25-26 Geo. V, c. 14, a. 1; 3 Geo. VI, c. 18, a. 1.

If payment has to be made of any portion of the monies paid into the consolidated revenue fund under this section, the Provincial Treasurer is authorized to make such payment out of the said fund. R. S. 1925, c. 20, s. 65a; 25-26 Geo. V, c. 14, s. 1; 3 Geo. VI, c. 18, s. 1.

§ 3.—Du paiement des réclamations du gouvernement à même les dépôts entre les mains du trésorier de la province

§ 3.—Payment of Government Claims out of Treasury Deposits

Droit de
rétention.

67. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à retenir, sur tout dépôt fait au département du trésor, en vertu d'un statut ou autrement, le montant de toute créance qui peut être due à la couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de cette créance. S. R. 1925, c. 20, a. 66.

67. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer, out of any deposit made in the Treasury Department, in virtue of any statute or otherwise, to retain the amount of any indebtedness that may be due the Crown either by the person who made the deposit or to whom it is payable, and apply such sum in liquidation of such claims. R. S. 1925, c. 20, s. 66.

SECTION VIII

DES COMPTES RENDUS PAR LES INSTITUTIONS
SUBVENTIONNÉES

Reddi-
tion de
comptes.

68. Les institutions et les établissements qui sont soutenus par des allocations publiques, doivent rendre leurs comptes en détail tous les trois mois, ou plus souvent si le trésorier de la province le juge convenable, afin qu'ils soient examinés, en les faisant accompagner des pièces justificatives de rigueur pour justifier l'emploi des deniers qu'ils ont reçus; et, chaque fois que ces comptes ou pièces justificatives sont insuffisants ou irréguliers, ou ne sont point rendus ou transmis à sa satisfaction, le trésorier doit enjoindre aux parties de suppléer aux omissions et de rectifier les irrégularités, et suspendre les avances ou paiements ultérieurs en faveur de l'institution ou de l'établissement, jusqu'à ce que les comptes et documents soient produits dans une forme convenable. S. R. 1925, c. 20, a. 67.

Rapports
annuels.

69. Les institutions, établissements, associations et corps subventionnés ou recevant des allocations publiques, doivent transmettre, chaque année, le ou avant le trente et unième jour de juillet, en la forme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, déterminer, un rapport complet et entier sur leurs condition, administration et progrès, et aussi tout tableau de statistiques que peut, de temps à autre, leur demander le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 20, a. 68.

Départe-
ments.

70. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, prescrire à quels départements les différents comptes et rapports mentionnés dans les articles 68 et 69 seront rendus, pour être transmis au département du trésor; à défaut d'ordonnance à cet effet, ils doivent être rendus directement au département du trésor. S. R. 1925, c. 20, a. 69.

Conver-
sion de la
dette.

71. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, suivant que les intérêts de la

DIVISION VIII

ACCOUNTS RENDERED BY INSTITUTIONS
RECEIVING PUBLIC GRANTS

Quarterly
accounts.

68. Every institution or establishment, sustained by public grants, shall render quarterly, and oftener if deemed expedient by the Provincial Treasurer, its accounts in detail, for the purpose of being audited, accompanied by proper vouchers for the expenditure of the moneys received by it; and whenever such accounts or vouchers are insufficient or irregular, or not rendered or forwarded to his satisfaction, the Treasurer shall require the party to supply all omissions and correct all irregularities, and shall suspend all further advances or payments to the institution or establishment in question, until such accounts and vouchers have been properly furnished. R. S. 1925, c. 20, s. 67.

Annual
report.

69. Every institution, establishment, association or body, receiving any public grant or subsidy, shall render every year, on or before the 31st day of July, in such form as the Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, require, a full report of its condition, management and progress, and also every statistical return which the Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, require of it. R. S. 1925, c. 20, s. 68.

Depart-
ments.

70. The Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, direct through which department the various accounts and returns referred to in sections 68 and 69 shall be rendered for transmission to the Treasury Department; and, failing any order to that effect, they shall be rendered directly to the Treasury Department. R. S. 1925, c. 20, s. 69.

DIVISION IX

DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DE LA
PROVINCE

LOANS OF THE GOVERNMENT OF THE PROVINCE

71. The Lieutenant-Governor in Council may, as the interests of the Province

Conver-
sion of
debt.

province l'exigent, changer la forme d'une partie quelconque de la dette publique de la province alors existante, y compris toutes obligations dont le gouvernement de la province est responsable, en substituant une classe des effets publics de la province à une autre, ou à ces obligations, pourvu que le principal de la dette ne soit pas augmenté.

Consentement requis.

Cette substitution ne doit se faire que du consentement du porteur des effets publics auxquels d'autres sont substitués, ou si ces effets publics ont été préalablement rachetés ou remboursés par le gouvernement de la province ou pour son compte.

Vente et rachat.

Cette substitution peut également se faire par la vente d'une classe d'effets publics et le rachat de ceux auxquels on désire les substituer. 1 Ed. VIII (2), c. 2, a. 1.

Emprunts autorisés.

72. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à effectuer les emprunts requis:

1° Pour les fins prévues par l'article 71;

2° Pour renouveler à échéance une partie quelconque des emprunts effectués par le gouvernement de la province;

3° Pour combler la différence pouvant se produire entre les revenus versés durant une année, ou partie d'une année, au fonds consolidé du revenu et les dépenses dont peut être, durant cette même période ou périodes, chargé le fonds consolidé du revenu. 1 Ed. VIII (2), c. 2, a. 2.

Modalités.

73. Les emprunts effectués en vertu de la présente section le sont pour un terme n'excédant pas trente années, à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, de la manière, en la forme et pour les montants que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine.

Emploi.

Ces emprunts ne doivent être employés qu'aux fins prévues par la présente section. 1 Ed. VIII (2), c. 2, a. 3.

Fonds d'amortissement.

74. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à retirer annuellement du fonds consolidé du revenu toute somme d'argent, jusqu'à concurrence du montant requis pour former un fonds d'amortissement

require same, change the form of any part of the then existing public debt of the Province, including therein any debentures for which the Government of the Province is liable, by substituting one class of public securities of the Province for another, or for such debentures, provided the capital of the debt be not increased.

No such substitution shall be made, unless the consent of the holder of the public security for which another is substituted is obtained, or unless such security is previously purchased or redeemed by or on account of the Government of the Province. Consent.

Such substitution may also be made by the sale of one class of public securities and the purchase of those for which it is desired to substitute them. 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 1. Sale and purchase.

72. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect the loans required: Loans authorized.

1. For the purposes contemplated by section 71;

2. For renewing at maturity any part of the loans effected by the Government of the Province;

3. For making up the difference that may occur between the revenues paid into the consolidated revenue fund, during any year or part of a year, and the expenses which may be charged to the consolidated revenue fund, during such period or periods. 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 2.

73. The loans effected under this division shall be so made for a term not exceeding thirty years, at interest rates not exceeding four per cent per annum, in such manner and form and for such amounts as the Lieutenant-Governor in Council may determine. Term, etc.

Such loans shall not be employed except for the purposes contemplated by this division. 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 3. Use.

74. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to make withdrawals from the consolidated revenue fund annually, up to an amount sufficient to create an adequate sinking-fund to provide for the Sinking-fund.

suffisant pour pourvoir au remboursement de tout emprunt effectué en vertu de la présente section.

Place-
ment.

Les contributions à ces fonds d'amortissement et les revenus qu'ils produisent doivent être placés ou déposés par le bureau de la trésorerie, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil. 1 Ed. VIII (2), c. 2, a. 4.

redemption of any loan effected under this division.

The contributions to and revenues from such sinking-funds shall be invested or deposited by the Treasury Board, under the direction of the Lieutenant-Governor in Council. 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 4.

Fonds
consolidé.

75. Le fonds consolidé du revenu est chargé des emprunts qui peuvent être effectués en vertu de la présente section, ainsi que des intérêts sur ces emprunts et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction. 1 Ed. VIII (2), c. 2, a. 5.

75. The consolidated revenue fund shall be charged with the loans which may be effected under this division as well as with the interest upon such loans and the sinking-funds established for their redemption. 1 Ed. VIII (2), c. 2, s. 5.

SECTION X

DE L'ENREGISTREMENT DES BONS OU OBLIGATIONS ÉMIS SUR LE CRÉDIT DE LA PROVINCE

Enregist-
rement.

76. Le porteur de tout bon ou obligation, qui a été ou qui sera émis par le trésorier de la province, sur le crédit de la province, en vertu de toute autorisation générale ou spéciale, a le droit d'obtenir l'enregistrement, quant au principal de tout bon ou obligation, en son nom, par le trésorier de la province, aux termes et conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer. S. R. 1925, c. 20, a. 70.

Règle-
ments.

77. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la présente section, pourvoyant, entre autres choses, aux honoraires à payer et aux formalités exigibles pour chaque enregistrement et pour chaque transfert de tout tel bon ou obligation. S. R. 1925, c. 20, a. 71.

Exécu-
tion de la
loi.

78. Sauf les dispositions spéciales à ce contraires, le trésorier de la province est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 20, a. 72.

DIVISION X

REGISTRATION OF PROVINCIAL BONDS AND DEBENTURES

76. The holder of any bond or debenture, heretofore or hereafter issued by the Provincial Treasurer, upon the credit of the Province, by virtue of any general or special authorization, shall have the right to obtain the registration, as to principal, of such bond or debenture, in his name, by the Provincial Treasurer, upon such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix. R. S. 1925, c. 20, s. 70.

77. The Lieutenant-Governor in Council may make the necessary regulations for carrying out the provisions of this division, providing, amongst other things, for the fees to be paid and the formalities to be required for each registration and for each transfer of any such bond or debenture. R. S. 1925, c. 20, s. 71.

78. Saving any special provision to the contrary, the Provincial Treasurer shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 20, s. 72.